

Situation financière de l'office national d'études et de recherches aérospatiales

14^e législature

Question écrite n° 15139 de [Mme Cécile Cukierman](#) (Loire - CRC)

publiée dans le JO Sénat du 05/03/2015 - page 471

Mme Cécile Cukierman attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation financière de l'office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA). En effet, si le dialogue social est aujourd'hui rétabli au sein de l'office, sa situation financière reste alarmante. D'une part, bien que le ministère de tutelle réaffirme le rôle stratégique de l'ONERA en soutien à l'État et aux industries aéronautiques et de défense, paradoxalement les ressources issues des subventions atteignent des niveaux historiquement bas. Pour 2015, la subvention de la direction générale de l'armement (DGA) sera de 105 M€ loin des 122,4 M€ de 2008 et la subvention de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) est purement et simplement supprimée alors que la moitié de l'effectif de l'ONERA travaille au profit de l'aéronautique civile. Pour l'ONERA, la subvention par chercheur est la plus faible des établissements publics industriels et commerciaux de recherche. D'autre part, le volume des contrats des clients institutionnels DGA et DGAC est également historiquement bas alors que, par le passé, l'ONERA a largement contribué, grâce à une politique ambitieuse et volontariste, aux fleurons de l'industrie française que sont les secteurs aéronautique et spatial. Aujourd'hui, si cette politique devait ne plus être soutenue, elle conduirait à un transfert des activités industrielles vers des pays où l'investissement est plus fort au détriment de l'emploi en France. C'est pourquoi elle lui demande quelle est la stratégie du Gouvernement pour soutenir les industries spatiale et aéronautique notamment au travers des établissements publics de recherche et plus particulièrement de l'ONERA.